

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Une rentrée mouvementée?



Les faits n'ont pas eu l'attention qu'ils méritaient: fin juillet, spontanément, des facteurs en colère ont commencé un mouvement de grève, protestant contre les nouvelles mesures que la Poste compte imposer au pays dans la gestion du courrier. Continuant le processus de démantèlement de tout ce qui reste comme service public, la Poste, non contente de supprimer des bureaux de poste par centaines et des emplois par milliers, voulait institutionnaliser la précarité en créant des *«facteurs auxiliaires»* au temps de service réduit et aux rémunérations encore plus réduites. Bien entendu, toutes ces mesures ne sont que la mise en œuvre des politiques européennes.

La particularité de ce mouvement vient du fait qu'il ne fut pas le résultat des initiatives syndicales mais qu'il est issu d'actions autonomes des travailleurs eux-mêmes face à une représentation syndicale plus soucieuse de montrer sa complaisance avec le patronat que d'adhérer à la révolte de ses travailleurs. Geste militant à retenir et qui augure peut-être de nouvelles pratiques combattives dans les luttes qui s'annoncent.

Entre-temps, la formation du nouveau gouvernement «sorti des urnes» s'éternise et les observateurs politiques ainsi que les médias ne sont pas avares de spéculations sur sa composition, ou sur telle ou telle manœuvre politicienne, avec toujours l'épouvantail de BHV et la

Pierre, Maxime, Rosine et le DR

Rosine était assez sceptique, même un peu réticente – il y avait de quoi l'être – lorsqu'elle m'a courtoisement refusé de collaborer au *DR* qui venait de paraître. Bien plus tard, elle nous envoya un article en souvenir de son camarade Susa Noudehole: *«Je vous souhaite bonne continuation, vous faites un bon travail»*, nous avait-elle dit (voir page 14).

De son côté, Pierre, lui, fut un fidèle parmi les fidèles (voir page 15).

La dernière fois que j'ai parlé avec Maxime, il m'a dit qu'il ne pourrait peut-être pas «tenir parole» quant à l'article promis sur Julien Lahaut: *«De toute façon je vous enverrai quelque chose»*, m'a-t-il dit. Quelques jours avant sa dernière entrée à l'hôpital, nous reçûmes ce «quelque chose» que nous publions (pages 4 à 7) dans cette édition.

C'est peu dire que le *DR* s'honore d'avoir eu des amis de cette taille. (V.C.)

1€

Août
Septembre 2010 - N° 32

Numéro spécial

Julien
Lahaut

60 ans après

Avec les contributions de
Maxime Steinberg

(texte posthume),

Claude Renard

et un entretien avec

Véronique de Keyser

**Hommages
aux camarades disparus:**

**José Gotovitch
à Maxime Steinberg,**

**Jacques Aron et
Nicole Cahen**

à Rosine Lewin,

**Georges Berghezan
à Pierre Piérart**

question communautaire qui continuent à faire leurs preuves comme instruments efficaces de diversion. Scénario désolant qui ne fait que souligner l'urgence d'une réponse politique claire du monde de travail et de la population victimes de ces agissements. À ce titre, une véritable lueur d'espoir est née des résultats honorables obtenus par les listes de la gauche radicale lors des dernières élections, des listes dont une des composantes, le Front des Gauches, s'est consacrée au défi de consolider l'unité, sans exclusives, des forces anti-capitalistes de ce pays.

C'est dans cet esprit militant et, en quelque sorte, de retour aux sources que ce numéro spécial du *DR* tient à revenir sur la figure de Julien Lahaut, syndicaliste, républicain et communiste, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de son lâche assassinat.

Véronique de Keyser :

«Rompre avec le capitalisme est devenu plus complexe qu'à l'époque de Lahaut»

Liégeoise de naissance et psychologue de formation, spécialisée dans les problèmes du monde de travail, Véronique de Keyser a partagé sa vie publique entre l'enseignement universitaire et l'activité parlementaire. Son parcours académique l'a conduite dans les universités de Liège et de Bruxelles ainsi que, comme professeur invitée, dans des universités étrangères. Son activisme parlementaire s'est essentiellement développé au Parlement européen dont elle est élue du Parti socialiste depuis 1999.

Véronique De Keyser est à l'origine d'une initiative tendant à répondre via une collecte populaire, autrement dit par une mobilisation citoyenne, au déni démocratique constitué par la décision de la ministre Sabine Laruelle de refuser le financement par le budget de l'État d'une commission scientifique chargée d'éclaircir, enfin, certaines circonstances de l'assassinat de Julien Lahaut. Le *DR* est heureux de la recevoir dans ces pages à l'occasion du soixantième anniversaire de ce crime.

Le Drapeau Rouge: Vous avez eu l'heureuse initiative d'imaginer la formation d'un fonds populaire pour réagir à la décision de la ministre Laruelle. Huit mois après votre initiative, où en sommes-nous, question



chiffres, dans la récolte de ces fonds et comment évaluez-vous ces résultats?

Véronique de Keyser: C'est peu et c'est beaucoup. Peu car les 40.000 euros que nous avons récolté représentent à peu près dix pour cent de la somme nécessaire à une enquête sérieuse (environ 400.000 euros), beaucoup car c'est le fruit de centaines de contributions souvent très modestes et qui viennent de personnes aux maigres ressources, parfois des chômeurs. Mais en même temps, 400.000 euros, c'est une somme dérisoire pour une recherche de qualité: cela équivaut à peu près à deux chercheurs pendant trois ans,

avec des frais de fonctionnement plancher. J'ai dirigé un laboratoire de recherche durant trente ans, je connais les montages financiers nécessaires.

DR: Le montant n'est pas négligeable, surtout si l'on prend en compte le silence média qui a entouré depuis le début cette opération... Cela dit, étant donné la personnalité de Lahaut et sa représentativité politique et syndicale, n'avez-vous pas envisagé de faire appel, par exemple, à la Région Wallonne ou à des administrations communales pour se joindre à cette initiative?

VdK: Si, j'ai fait appel à la Région Wallonne, c'était pendant la dernière campagne électorale. Et la réponse que j'ai reçue m'a un peu étonnée – enquête importante, voulue par le Sénat, mais qui touche à la question royale et relève donc... du fédéral! La Région wallonne dit attendre avec impatience la création du futur gouvernement pour soutenir, à ce niveau de pouvoir, une prochaine initiative. Moi aussi j'attends avec impatience... mais la roue tourne, le temps passe et il est compté.

DR: Et le monde syndical? Lahaut ayant été une des figures les plus marquantes dans l'histoire du syndicalisme belge, ne serait-il possible d'associer les syndicats, en particulier les métallos à cette démarche?

VdK: Les syndicats ont mis la main à la poche et ils ont été généreux. Je compte bien, après l'été, relancer avec eux le mouvement mais sous une autre forme. Il a été question également de faire intervenir la *Loterie Nationale*. Cet organisme – c'est un peu étonnant vu de l'extérieur mais les scientifiques le savent bien – finance la recherche.

DR: Vous êtes une personnalité connue du PS; pouvez-vous nous dire pourquoi votre démarche est resté individuelle et n'a pas réussi à associer votre parti dans son ensemble? Le fait que les rapports entre Lahaut et le POB (ancêtre du PS) furent loin d'être apaisés peut-il expliquer une certaine frilosité de l'appareil de votre parti envers votre initiative?

VdK: Je ne crois pas qu'il y ait une frilosité du PS par rapport à Lahaut. Et j'en veux pour preuve la carte blanche publiée par *Le Soir*, parue après le refus de Madame Laruelle de financer une recherche sur l'assassinat de Lahaut. Cette carte blanche s'offusquait de ce refus et était signée par de nombreux intellectuels dont, parmi eux, des socialistes et non des moindres: Philippe Moureaux, vice-président du PS était un des co-auteurs. Non, ce qui s'est passé, c'est que j'ai voulu d'emblée faire de cette souscription une initiative citoyenne parallèle au politique. Je ne voulais pas enfermer la figure de Lahaut dans un combat «gauche contre droite», même si c'est le combat qu'il a

mené toute sa vie. Pour moi, cela allait bien au-delà. La vérité – et surtout la vérité sur une époque trouble où on assassinait les communistes, où d'inquiétantes figures de l'extrême droite approchaient les cercles les plus élevés du pouvoir, où la démocratie et la liberté d'expression étaient en danger – tout cela n'est ni l'apanage d'un parti, ni hélas celui d'une époque. À bien des égards, ces risques sont d'une étrange actualité en Europe aujourd'hui. La lumière, la vérité, on la doit à tous les citoyens. Le Sénat l'avait bien perçu puisque la demande de la recherche, préalable possible à une enquête parlementaire, avait été votée à l'unanimité. J'estime aujourd'hui que la phase citoyenne se termine, mais qu'elle servira de tremplin à une autre opération davantage liée au politique. Il est désormais impossible à un ministre de dire: «*Les gens s'en foutent, on a oublié Lahaut, il ne faut pas gaspiller les deniers publics*». Cette souscription montre que les gens ne s'en foutent pas, que du contraire – beaucoup de recherches seraient heureuses de susciter la même passion.

DR: Julien Lahaut avait la conviction qu'il n'y avait de solution réelle aux graves injustices sociales qu'en rompant avec la logique capitaliste. Quelle est selon vous l'actualité de son message? Comment définiriez vous l'essentiel de l'héritage que la gauche doit retenir de la pensée et du parcours de ce grand dirigeant?

VdK: Dépasser le capitalisme, certes. La dernière crise financière qui a ébranlé le monde et dont nous payons lourdement la facture économique et sociale le prouve. Mais comment? Si l'affirmation de Lahaut est elle aussi d'une brûlante actualité, la réponse est sans doute encore moins simple qu'à son époque. D'abord, parce que le capitalisme est financier, littéralement virtuel, insaisissable et déconnecté de l'économie réelle. On l'empoigne difficilement pour le coller dans les cordes. Ensuite, parce que les alternatives au capitalisme venues de l'Est se sont cassées le nez. On parle aujourd'hui beaucoup de réguler les marchés financiers. C'est comme tenir un tigre en laisse. Quelle force politique aujourd'hui

d'hui peut assurer cette régulation? La guerre qu'Obama a lancée contre Wall Street – guerre que je ne pensais pas qu'il mènerait, vu ce qu'il doit à Wall Street et les «contrats» sur sa personne – s'est soldée par une avancée, certes, mais bien timide. Et le G-20 n'a guère progressé sur la taxation financière.

On peut et il faut étudier certaines évolutions intéressantes au niveau international. Mais pour moi, une alternative crédible doit permettre de conjuguer les libertés individuelles avec le contrôle de la production des richesses et de leur redistribution équitable. J'examine avec intérêt ce qui se passe en Chine, où un modèle communiste s'ouvre au libre marché et au capitalisme en tentant d'en contrôler les effets pervers. Mais les Chinois n'ont toujours pas réussi à réconcilier cette percée économique avec le respect des droits de l'homme. Il y a pourtant urgence. De la même manière, l'Amérique latine regorge d'inventivité et a vu naître une gauche plurielle, multiforme, laissant émerger différents modèles économiques. Mais attention! Même à gauche, les tentations totalitaires ne sont jamais très loin. Si Chavez a une grande audace sociale dans la prise de contrôle de la production des richesses de son pays, il doit se garder, sur sa gauche, d'écarter les libertés individuelles et politiques: les critiques ne viennent pas que de ses ennemis. Ces quelques exemples montrent qu'en dépit de la fin d'un mythe venu de l'Est, les poussées sociales accommodant, domptant le capitalisme sans chercher nécessairement à le décapiter, font foison. Je ne peux que regretter que cette vague de fond, qui pourrait nous réserver encore bien des surprises, et des surprises heureuses, n'ait pas encore surgi en Europe. À ce jour, les efforts de régulation sont médiocres au niveau européen, la volonté d'y arriver est molle, mais la destruction systématique des services publics se poursuit. C'est pourquoi le message de Lahaut, sa figure rayonnante et surtout sa foi inébranlable dans la force de la résistance gardent toute leur actualité.

Propos recueillis par
VLADIMIR CALLER

Visitez le site

www.particomuniste.be

La fibre anti-fasciste de Julien Lahaut

(Ce texte nous a été livré par Maxime Steinberg peu de jours avant son décès)

La mort de Julien Lahaut, survenue voici soixante ans, n'est plus aussi mystérieuse qu'elle l'était, en 1976, lors de la publication de la notice biographique¹ qui a servi de base au présent texte.

À peine rentré de Bruxelles le 18 août 1950 après une séance au Parlement, deux individus, François Goossens et le jeune Eugène Devillé, demandent à voir le député à son domicile, rue de la Vecquée, à Seraing. En bras de chemise, cet homme de 66 ans, toujours affable pour ses visiteurs, s'avance en confiance : quatre coups de feu du même tireur le frappent à mort. «J'ai tiré», assure Devillé, cinquante-sept ans après, dans un reportage du magazine *Keerpunt* de la chaîne publique néerlandophone *Canvas*. Goossens, dont le nom est révélé depuis 2003, est le chef du commando. C'est un résistant de la Seconde Guerre mondiale. Il appartient à cette résistance monarchiste dont l'activité consistait à se préparer à contrer un coup d'état communiste qui, dès la Libération du pays, aurait empêché Léopold III de régner. Dans cette filiation anticommuniste, ils restent mobilisés, dans le temps de la guerre froide, comme une cellule dormante du réseau secret de l'OTAN qui s'activerait dans le cas d'invasion soviétique. La crise royale les mobilise. À Hal, dans la périphérie bruxelloise du Brabant flamand, d'où les tueurs sont originaires, ils animent un groupuscule d'extrême droite *L III* qui dit bien leur disponibilité. Si la Sûreté de l'état en repère deux dès septembre 1950, la piste ne relance pas l'enquête judiciaire qui piétine. Elle ne rebondit pas non plus, à l'occasion d'un procès en correctionnelle impliquant en 1958 pour détournement de fonds un militant d'extrême droite, affidé de l'anticommunisme, qui tente de détourner l'accusation en fantasmant sur un commando de tueurs prétendument corses. Le délai écoulé sans autre sursaut, l'affaire Lahaut en arrive à sa prescription légale en 1970 et, deux ans après, elle est définitivement classée.

Cependant, en 1983, deux historiens flamands, enquêtant sur l'assassinat de

Julien Lahaut assassiné

HIER SOIR, NOTRE GRAND CAMARADE JULIEN LAHAUT,
Député et Président du Parti Communiste de Belgique,

A ETE LACHEMENT ABATTU, sur le pas de sa porte, PAR DES TUEURS LEO-REXISTES.

Répression sanglante à Grâce-Berleur, attentat à la bombe contre le siège central du Parti Communiste, enfin, ce crime affreux...

VOILA LE FASCISME RENAISSANT

Les tueurs sont protégés et encouragés par ceux qui veulent éliminer les communistes, avant-garde de la classe ouvrière, afin de pouvoir précipiter notre pays dans la guerre.

TRAVAILLEURS DE TOUTES OPINIONS,

UNISSEZ-VOUS pour désarmer les tueurs et arrêter le fascisme.

MANIFESTEZ EN MASSE votre indignation contre le meurtre de celui qui a lutté pendant 50 ans pour la cause des travailleurs, pour la DEMOCRATIE et pour la PAIX.

**Le peuple par son action,
vengera Julien Lahaut.**

LA FEDERATION LIEGE-OURTHE-AMBLEVE
DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE.

Editeur responsable : Albert JUCKMES, rue de la Cathédrale, 50, Liège

Julien Lahaut et l'anticommunisme en Belgique, identifient le groupe d'extrême droite léopoldiste comme auteur de l'attentat. Le journaliste Maurice Dewilde leur offre la tribune de sa série sur l'Ordre nouveau à la télévision belge néerlandophone. Leur livre paraît en 1985, mais ne retient pas l'attention et passe inaperçu, connu des seuls spécialistes. Cette recherche, il faut le dire, est mal venue. La mémoire est sans objet si elle n'a pas de relais dans le présent. Et, en 1985, le PC perd toute représentation parlementaire, son corps électoral n'a cessé de s'éroder après l'embellie des premières élections déjà retardées de 1946.

Pourtant le parti, qui n'accepte pas son effacement, réussit à relancer la question en 2000. Soutenu par plus de 200 personnalités politiques, syndicales, et associatives belges, il demande l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire. L'idée revient à plusieurs reprises. Huit ans après, le Sénat, à l'unanimité, vote le principe d'une enquête à confier au Centre d'Études Guerres et Sociétés contemporaines dont le directeur est l'un des historiens de l'enquête de 1983-1985. L'année suivante, la ministre de la Politique scientifique, une libérale francophone, refuse de débloquer environ 400.000 euros pour réaliser en trois ans cette

étude sur l'assassinat de Julien Lahaut et les dysfonctionnements de l'enquête. Une souscription privée lancée en 2009 réunit le 10^{ème} de la somme, 36.357,89 euros au 30 avril 2010.

La fin tragique de Julien Lahaut est un meurtre politique absolument exceptionnel dans les annales plutôt paisibles du pays. Quarante ans après, en 1991, un autre homme politique liégeois, André Cools, grand patron du PS et ministre wallon, est aussi assassiné. En l'occurrence, le crime est crapuleux. L'assassinat de Julien Lahaut est par contre un crime politique. Le Premier ministre social chrétien, Joseph Pholien, le laisse entendre au lendemain du crime. Il ne manque pas de fustiger *«l'idéologie "du défunt" que la majorité des Belges réprouve»*. Les mobiles du crime n'étant pas connus, *«quels qu'ils soient, ils sont hautement condamnables mais ils le seraient d'autant plus encore s'ils s'inspiraient d'un antagonisme politique et idéologique»*.

Drapeau hitlérien lacéré

Et, sans aucun doute, les convictions profondément anti-fascistes du dirigeant liégeois ne sont pas étrangères aux circonstances et mobiles du crime. Déjà bien avant l'arrivée au pouvoir des régimes de Mussolini et Hitler et même la guerre civile espagnole, Lahaut avait fait preuve de sa fibre résistante. Il n'hésite pas, par exemple, à brandir... le drapeau hitlérien pour dénoncer le danger fasciste. Une manifestante communiste hissée au balcon du consulat allemand a arraché ce trophée lors d'une marche commune de socialistes et de communistes, le 1^{er} mai 1933 à Liège. Ce même drapeau, Lahaut le lacéra devant l'assistance enthousiaste du meeting antifasciste de la Salle Pleyel, à Paris, en juillet 1933.

Parce que l'antifascisme, chez Lahaut, c'est une tradition: déjà en 1924, à la tête d'une contre-manifestation ouvrière, il disperse le rassemblement de la Légion nationale au Cirque des Variétés à Liège. La canne qu'il arrache à Henri Graff, le fondateur du groupuscule fasciste pour l'heure réfugié dans un café, lui vaut, entre autres faits, une condamnation à la prison. Autre condamnation, en 1935, pour harangue devant le pavillon italien à l'Exposition Universelle de Bruxelles, en guise de protestation contre l'agression musso-

linienne en Éthiopie. Son antifascisme ardent, ainsi que les bons rapports qu'il entretient avec les socialistes à la Province, le disposent à œuvrer à Liège pour constituer le Front populaire antifasciste et à réaliser l'accord entre les fédérations locales du POB et du PCB. Cette volonté d'unité d'action avec les socialistes entraîne la Centrale Révolutionnaire des Mineurs à proposer, mais en vain, la fusion avec la Centrale des Mineurs avant de se dissoudre, en 1937 et d'appeler les «révolutionnaires» à s'affilier à titre individuel au syndicat socialiste. Lahaut est ainsi dans le Parti l'un des artisans les plus convaincus de la ligne unitaire que Jacquemotte, devenu secrétaire général, imprime depuis avril 1935 à la politique communiste.



Dans cette direction, Lahaut est aussi la personnalité de prestige, mais sa fonction représentative ne s'exerce pas principalement au Parlement. Il assume la responsabilité de la campagne d'aide à l'Espagne républicaine, campagne aux aspects multiples: solidarité matérielle, soutien politique (notamment en direction du POB pour éviter la reconnaissance du gouvernement franquiste de Burgos), aide militaire, avec les participants belges et étrangers de Belgique aux Brigades Internationales. Lahaut accompagne un convoi de vivres à Valence et à Madrid. Chez lui, il héberge des enfants républicains.

Dans les années difficiles de 1939 et 1940, il lui incombe, après le pacte germano-soviétique et l'occupation, d'incarner la politique communiste de présence au service de la population laborieuse et de défense de ses intérêts. Il est, sans conteste, la personnalité publique du parti la plus populaire.

Il est trop connu pour figurer dans l'appareil clandestin mis en place dès novembre 1939 et avec lequel il collabore. En mai 1940, il est, avec Xavier Relecom, le porte-parole communiste dans le débat sur la défense des institutions nationales. Une loi «scélérate» menaçait l'existence légale du parti. Après son adoption, les cadres du parti passèrent dans une semi-légalité. Le rôle public de Lahaut devint plus difficile. Objet d'un mandat d'amener, il échappe à l'arrestation le 10 mai 1940.

Ici se place l'épisode qui, après la libération, suscite de vives contestations en dehors du parti. Audacieux et exploitant toutes les possibilités, il

n'hésite pas à se rendre dans le sud de la France pour prendre contact avec les réfugiés de l'exode et aider à leur rapatriement. Le secrétariat clandestin lui donne carte blanche. À la demande du conseil communal de Seraing, où il est promu échevin des Travaux publics, et avec l'appui de la députation permanente dont les communistes viennent d'être exclus, il obtient de l'autorité occupante l'autorisation de ce voyage. Il justifie sa requête par l'argument que la présence du personnel des entreprises est nécessaire pour la reprise de l'activité économique. L'autorité militaire s'inquiète, pour sa part, de ses discours séditionnels en France.

Toutes les illustrations publiées dans ce «Dossier Julien Lahaut» émanent du CARCoB asbl (Centre d'Archives Communistes de Belgique, rue de la Caserne 33, 1000 Bruxelles – <http://www.carcob.eu>).

Le Drapeau Rouge remercie à nouveau cette asbl pour sa contribution à la diffusion des sources de l'histoire sociale de Belgique.



Grève des 100.000 sous l'occupation

Lahaut, emporté par son tempérament, s'est placé dans une situation délicate. Son passé antifasciste lève toute ambiguïté cependant. Et le 5 janvier 1941, son audace trouve à s'exercer dans cette même veine. Degrelle organise à Liège une concentration rexiste pour donner une dimension populaire à son récent ralliement au nazisme. Bien que l'ordre soit maintenu par la Feldgendarmerie, les communistes, les jeunes gardes socialistes se rassemblent pour conspuer les visiteurs rexistes. Donnant l'exemple, Lahaut n'est pas le moins actif dans cette contre-manifestation «spontanée». Mais c'est dans son fief, à Seraing, sur son terrain, l'action gréviste, que Lahaut s'illustre et consacre la politique du PC. Il importe aux communistes de démontrer que la classe ouvrière peut, par sa lutte quotidienne contre le capitalisme, réaliser contre l'occupant le Front Populaire pour l'Indépendance. Appelant à la grève en dépit de l'occupation, les communistes liégeois, animés par Lahaut, cherchent à organiser le mécontentement des métallurgistes dont les salaires viennent d'être réduits. «La grève des 100.000 métallurgistes» commence à Cockerill, le 10 mai 1941, jour anniversaire de l'invasion. Lahaut établit la liaison entre le conseil communal de Seraing et le comité gréviste. À la tête d'une délégation, il se rend dans la capitale auprès des secrétaires généraux des ministères belges et du Comité Central Industriel. À son retour, sommé par les Allemands de faire cesser la grève, il lance à la foule des grévistes, qu'on se prépare à

charger, son fameux «*Dispersez-vous mais, nom di dju, que la grève continue*». Cette grève, finalement victorieuse, revêt pour les communistes et pour tout un secteur de la résistance une portée politique considérable. Elle confirme le parti dans la politique qu'il proclame, en mai 1941, dans son *Manifeste aux peuples de Flandre et de Wallonie pour l'Indépendance* et qui inspira son action durant la guerre, dans le Front de l'Indépendance.

Peinant à passer dans la clandestinité, Lahaut se fait arrêter, chez lui, le 22 juin 1941, le jour de l'attaque allemande contre l'Union soviétique. Il est pris dans une grande rafle des communistes notoires, l'opération *Sonnenwende* («solstice d'été») contre les communistes notoires. Se poursuivant jusqu'en juillet, de 300 à 400 personnes sont arrêtés. L'action allemande est particulièrement fructueuse en région liégeoise, exploitant les listes transmises par le bourgmestre socialiste de Liège, Joseph Bologne, et le procureur général, Alfred Destexhe, en mai 1941. Lahaut, enfermé à la Citadelle de Huy, tente plusieurs évasions. Au quatrième essai, le 25 août 1941, il doit se glisser par la seule meurtrière non murée, mais où passent les câbles électriques. Son jeune compagnon, l'avocat Jean Terfve, réussit sans dommage. Lui, plus corpulent, heurte les fils. Sous le choc, il fait une chute de huit mètres. Blessé à la tête, il s'évanouit. Roué de coups, il séjourne au cachot. Le 21 septembre, malgré sa faiblesse, il prend place dans la première déportation, un convoi de 250 communistes arrêtés le 22 juin et transférés au camp de concentration de Neuengamme.

Dans les conditions inhumaines de la captivité concentrationnaire, il ne capitule pas : il organise les communistes et paye d'exemple dans le dévouement et la solidarité sans lesquels la survie est vite problématique. Au début de 1942, atteint de dysenterie, il combat lui-même son mal pour éviter l'infirmerie qui signifierait sa condamnation. Dès que les détenus sont mis au travail dans les usines de guerre, en 1942, Lahaut organise des sabotages. Condamné à mort le 13 juillet 1944, il est envoyé au camp de concentration de Mauthausen, l'un des plus durs.

Retour triomphal de Mauthausen

Le régime du camp faillit avoir raison de son énergie. Malade de l'œdème, il est sauvé par un médecin tchèque et survit jusqu'à la libération du camp, le 25 avril 1945. Son retour en Belgique – et surtout à Seraing – est un véritable triomphe. Mais l'homme, âgé de 60 ans et épuisé par quatre années de captivité, n'est plus en mesure d'occuper la place laissée en 1941, dans un parti que la guerre a changé. Le parti, «*le parti des fusillés*» comme il l'appelle dans l'hommage qu'il rend à la Chambre à ses 2000 victimes, en juillet 1945, avait ses ministres au gouvernement, un groupe parlementaire important et les adhérents affluent en masse. Des jeunes, formés dans la clandestinité, ont pris la relève. Lahaut est une personnalité trop considérable pour que son rôle soit effacé. Son expérience, en particulier, est précieuse. Sur sa proposition, on crée pour lui, le 11 août 1945, le poste de président du parti ; en fait, une présidence d'honneur, une présence

prestigieuse, un drapeau. Dans les campagnes que le parti lance sans discontinuer, Lahaut dont la ferveur s'enflamme à ce contact avec les masses, enthousiasme les militants, dans les manifestations, les meetings et les grèves.

L'affaire royale vient mettre un point final tragique à cette carrière politique mouvementée. La crise est d'une rare violence, avec des affrontements physiques entre léopoldistes et anti-léopoldistes. Un militant communiste manque d'être écrasé à Schaerbeek, le 11 mars 1960, à la veille du référendum sur l'éventualité du retour du roi. La majorité flamande et catholique du pays impose le retour de Léopold III. Le référendum révèle une cassure profonde dans cette Belgique unitaire. La riposte, appuyée sur les bastions industriels, pas seulement en Wallonie, est une grève générale qui, avec la menace d'abandon de l'outil et une marche sur Bruxelles en état de siège, prend un caractère quasi-insurrectionnel. Le 30 juillet, à Grâce-Berleur, au cours d'un meeting sur la place des Martyrs de la Résistance, la gendarmerie tire, abattant trois manifestants et blessant à mort un curieux ; le 4 août, une bombe explose au siège central du Parti et endommage la façade. Le calme revient à peine dans la question royale avec l'effacement de Léopold III quand se produit, au Parlement, le «scandale» du 11 août 1950. Alors que le Prince royal lève la main pour prêter le serment constitutionnel, des cris éclatent dans le silence cérémonieux : «Vive la République!» Le cri est lancé par le député Georges Glineur et repris par Lahaut et les autres parlementaires du parti. Johannes Franciscus van Cauwelaert, le président social-chrétien des chambres réunies pour la prestation de serment du nouveau roi des Belges, Baudouin I^{er}, menace alors d'expulsion «Monsieur Lahaut et [ses] collègues». Le PC, qui vient d'essuyer un rude échec à l'avantage des socialistes aux élections législatives de juin, utilise la circonstance pour marquer son intransigeance en renouant avec une ancienne tradition républicaine : la décision est politique, prise par le Bureau politique (BP) avant la cérémonie. Une semaine plus tard, le président du PC est abattu.

L'assassinat de Lahaut est immédiatement dénoncé – et non seulement dans les milieux communistes – comme un



crime politique d'inspiration «léo-*rexiste*», selon le communiqué du BP. L'émotion est vive. La FGTB décrète la grève générale et l'inhumation de la dépouille dans le cimetière serésien est une démonstration massive de l'indignation ouvrière. L'enquête judiciaire cependant part de l'idée, dans le modèle anticommuniste des forces de l'ordre, qu'il s'agirait d'un règlement de compte interne. De cette manière, l'enquête fait d'emblée l'impasse sur les ramifications internationales d'un complot qui vise dans la même période les dirigeants des partis communistes, avec l'assassinat du secrétaire général au Japon et des attentats manqués contre Palmiro Togliatti en Italie et Jacques Duclos en France. Cinquante ans après, le mystère

se dévoile, mais les zones d'ombres persistent sur les donneurs d'ordre et les failles d'une enquête judiciaire qui discrédite la démocratie belge. L'attentat politique visait, en frappant Julien Lahaut, «le drapeau du parti communiste, le symbole de la classe ouvrière», selon les termes du BP. Sa mort violente lui donnait un martyr prestigieux. Mais, peut-être, cet homme a-t-il trop souvent défié les grands patrons et les forces de l'ordre pour qu'on lui rende justice en débusquant ses assassins.

MAXIME STEINBERG

¹ «Julien Lahaut 1884-1950», in Biographie nationale, Académie Royale des sciences, des lettres et des beaux arts de Belgique, tome 39, fascicule 2, 1976.



Vive la République?

La commémoration de la mort de Julien Lahaut, à qui l'on avait prêté, à tort, le cri de «*Vive la République!*» lors de l'affaire royale (voir l'article de Maxime Steinberg dans les pages précédentes), nous donne l'occasion de revenir sur ce que fut alors l'orientation politique du PCB, sa direction ayant effectivement décidé d'affirmer son républicanisme avec éclat à l'occasion de la prestation de serment du roi Baudouin devant le Parlement, le 11 août 1950.

Ce cri devenu légendaire s'inscrivait dans le prolongement de la grève générale qui avait contraint Léopold III à l'abdication. Il devait marquer un temps fort dans toute une campagne que la direction du PCB avait organisée en partant du point de vue qu'il fallait aller plus loin que l'abdication¹. Au nom d'une conception simpliste de son rôle d'avant-garde, le parti voulait en outre se démarquer des autres forces anti-léopoldistes. Sur ce point, l'opération ne fut que trop bien réussie. Accusé de rechercher un bain de sang, le parti ne pouvait que donner prise à cette accusation, certes mensongère mais non dépourvue d'une certaine crédibilité aux yeux du grand public, puisque la consultation populaire du 15 mars 1950 avait donné, en faveur du retour de Léopold III sur le trône, 72,2 % des voix en Flandre, 48,16 % à Bruxelles et 42 % en Wallonie.

Erreur coûteuse. Alors que les militants communistes avaient joué un rôle déterminant sur le terrain pour assurer le développement et le succès de la grève générale, ce fallacieux avant-gardisme devait très vite faire le vide autour d'eux, et l'influence du parti connut un net recul : aux élections de la même année, le pourcentage du PCB à l'échelle du royaume tomba pour la première fois depuis la Libération en dessous de 5 % et, par rapport à 1949, il perdit cinq sièges sur douze à la Chambre².

À l'époque, la critique de cette orientation, au sein du parti, mit surtout l'accent sur son caractère sectaire. Dans la préparation du XI^{ème} congrès, tenu à Vilvorde en décembre 1954, on parla aussi d'«*opportunisme de gauche*», mais il va sans dire que ce type de comportement politique va de pair



Linogravure de Paul Renotte.

avec ce que Lénine, trente ans plus tôt, avait appelé le gauchisme, «*maladie infantile du communisme*».

Le PCB du début des années 50 était-il devenu un parti gauchiste ? Il serait sans doute exagéré de le prétendre, vu le contexte de l'époque (d'aucuns l'avaient d'ailleurs soupçonné du contraire durant ses années de participation gouvernementale, de 1944 à 1947). Mais ce qui est certain, c'est que son approche de la question royale, en particulier, le fit effectivement verser dans les travers du gauchisme.

Encore convient-il de nuancer notre propos. Ce n'est pas parce que le PCB a saisi l'occasion d'affirmer ses convictions républicaines qu'il a commis une erreur politique grave. Il était d'autant plus normal et nécessaire que le parti utilisât des circonstances favorables pour rappeler sa position de principe en la matière que celle-ci fut partagée, surtout en Wallonie, quoique plus timidement, par un courant de gauche non négligeable, et ce jusqu'à l'abdication de Léopold III. C'est ainsi que sous le titre «*La monarchie est en cause*», *Le Drapeau Rouge* du 12 décembre 1949 soulignait à bon droit que l'opposition du parti à la monarchie ne l'empêcherait nullement de mener le combat aux côtés des autres démocrates, y compris les monarchistes

opposés à Léopold III. Cet article portait la signature d'Ernest Burnelle qui allait être un des principaux animateurs du XI^{ème} congrès et de sa préparation.

Donc, ce que le XI^{ème} congrès condamna, en 1954, dans une action politique que le cri de «*Vive la République*» n'avait fait que symboliser spectaculairement, ce ne fut pas du tout l'expression publique d'une position de principe républicaine, ce fut d'avoir transformé cette position de principe en un mot d'ordre de lutte, alors que ni le rapport des forces ni les dispositions du mouvement populaire lui-même ne le permettaient à ce moment-là.

On ne pouvait s'éloigner davantage des enseignements du marxisme.

CLAUDE RENARD

¹ Campagne à laquelle l'auteur de ces lignes participa avec l'enthousiasme d'un jeune militant.

² Recul qui s'explique aussi, en partie, par le climat de guerre froide qui sévissait alors.

«Julien Lahaut vivant»

Présentation de l'ouvrage publié par les éditions Le Cerisier :

Dans cette biographie très complète, Jules Pirlot nous fait découvrir une figure étonnante et mal connue de notre histoire sociale et politique.

Son assassinat, le 18 août 1950, reste dans beaucoup de mémoires. Mais que connaît-on de sa vie ? Ouvrier métallurgiste, militant syndical, soldat en Russie pendant la première guerre mondiale, député communiste, déporté politique, Julien Lahaut a été de tous les combats.

L'important travail de recherche réalisé par Jules Pirlot replace cet homme

hors du commun dans les grands bouleversements que l'histoire a connus durant la première moitié du vingtième siècle.

Cette publication commémore ainsi le soixantième anniversaire de l'assassinat de cet "...homme qui portait le soleil dans sa poche et en donnait un morceau à chacun".

Julien Lahaut vivant, Jules Pirlot, Éditions du Cérurier, 12,50 €.

Analyse des résultats et perspectives

«Pari un peu fou» écrivions-nous, que de lancer la création d'un front uni de la gauche alternative en Wallonie et à Bruxelles à un mois d'un scrutin marqué par le communautaire. Ce pari fut cependant relevé avec des listes complètes au Sénat et dans toutes les circonscriptions de Wallonie et à BHV. Plus de 140 candidates et candidats, parmi lesquels un cinquième d'indépendants, ont porté haut la bannière unitaire d'une gauche de transformation sociale et écologique le 13 juin dernier.

Il s'agissait d'un pari un peu fou également que de réussir ce front dans les urnes. Après les très mauvais résultats de notre initiative PC-GE (Gauche européenne) en 2009, et un scrutin marqué par une multiplication des petites listes, le Front des Gauches a permis de limiter l'éparpillement des voix à gauche et constitue le meilleur score d'une liste à participation PC depuis Gauches Unies en 1994. Au Sénat, la liste conduite par Robert Tangre obtient 1,15 % des voix du collège électoral francophone. À la chambre le résultat est un peu plus modeste, notamment dans le Hainaut, mais demeure globalement positif. Le meilleur résultat à la Chambre est obtenu dans la province de Liège où la liste

conduite par notre camarade Pierre Eyben obtient 1,13 %. À noter encore le Luxembourg où la liste conduite par notre camarade Nicole Cahen obtient 0,75 %.

Cependant, le pari de l'unité n'est pas totalement gagné puisque ce n'est pas (encore) toute la gauche qui se présente sous une seule bannière. Notre conviction demeure que l'unité de toute la gauche de gauche est seule susceptible de bouger les lignes en faisant, dans les faits, la démonstration d'un véritable dépassement des querelles passées et d'un renoncement aux postures identitaires et partisans. À ce propos, nous souhaiterions que les indéniables bons résultats obtenus par le PTB ne soient pas de nature à renforcer, dans ce parti, cette tendance à l'isolement que nous avons pu constater chez eux dans ces élections. Le PC qui, pendant plusieurs mois, sans publicité ni intérêt partisan, a mené sans exclusive des discussions avec les forces de la gauche radicale souhaite poursuivre sa démarche. Tout en ayant quelques réserves quant à certaines stratégies politiques, nous souhaitons être un point de convergence pour le dialogue et l'unité de la gauche alternative.

Et maintenant? Les résultats obtenus dans certaines grandes communes (1,9 % à Liège, 2,3 % à Saint-Gilles,...) ouvrent la perspective d'obtenir dès 2012 des premiers élus étiquetés Front des Gauches. La commune est l'échelon de base de notre démocratie. Le PC peut compter sur plusieurs élus qui y font un travail remarquable. Notre souhait est d'y retrouver une assise plus forte dès 2012.

Outre les questions électorales, notre souhait est de construire l'unité de la gauche de gauche avec le mouvement social. Pour cela, il sera crucial dans les prochaines semaines que le Front des Gauches se structure afin de devenir un outil efficace, visible et porteur d'unité dans la diversité, faisant une place réelle aux militantes et militants non encartés qui souhaitent s'investir.

Notre volonté est de construire avec d'autres un Front des Gauches plus fort, plus large et porteur d'un réel projet constructif non dogmatique de dépassement du capitalisme, intégrant pleinement la dimension environnementale.

**DÉCLARATION DU COMITÉ CENTRAL
DU PC WALLONIE-BRUXELLES.
JUIN 2010**

COURRIER DES LECTEURS À propos du Front des Gauches (fragments)

[...] C'était un pari audacieux d'organiser la liste du Front des Gauches en si peu de temps et dans ces circonstances. Dommage que le PTB ait été absent de cette expérience unitaire. Sans préjuger des raisons de cette absence, je trouve qu'ensemble, la dynamique du front aurait rendu possible l'élection d'un député et, surtout, donné plus de confiance en la «gauche radicale» aux milliers de travailleurs [...].

Par ailleurs, la progression du PS et le fait que la famille socialiste (PS + Spa) devienne la première force politique belge nous donne l'occasion de faire pression afin que le PS puisse défendre enfin les conquêtes sociales durement attaquées par le capitalisme [...].

CLAUDINE PÖLET

Le Front des Gauches : jusqu'où?

D'abord l'image des chiffres : lors des élections européennes de 2009 ils avaient constitué, séparément, 4 listes électorales ; en 2010 lors des législatives, ils n'en composaient qu'une seule. Difficile donc de ne pas remarquer une sérieuse évolution unitaire. Difficile également d'ignorer le fait que dans des conditions particulièrement difficiles de moyens et de temps, presque sous le signe de l'improvisation permanente, ce Front de Gauches réalisa une performance honorable. Et maintenant? Rester comme une alliance des circonstances électorales? Consolider un Front assumant régulièrement des rôles dans les luttes sociales et politiques? Aller vers sa formalisation dans un mouvement politique consolidé? S'élargir, jusqu'où? Avec qui? Quid du frère «absent», le PTB, performant lui aussi dans ces élections? Vous l'avez bien compris, l'heure est aux définitions.

MARIE-FRANCE DEPREZ

«Facteurs auxiliaires» : La résistance des postiers

Ce vendredi 30 juillet, à l'issue d'une réunion entre représentants de la direction de la Poste et les syndicats, les postiers de Hannut, suivis par leurs collègues de Liège-Ourthe (Grivegnée, Chênée et Angleur) et Waremme, décidaient de reprendre le travail, après une grève courageuse qu'ils menaient depuis le 26 juillet. L'action avait commencé lundi, lorsque cent cinquante facteurs de diverses régions de Wallonie s'étaient rendus devant le bureau de Poste de Jodoigne pour enterrer symboliquement le facteur traditionnel. Les postiers protestaient contre la mise en place, dès le 9 août, pour une période de tests, de «facteurs auxiliaires», parfois désignés par la Poste sous le vocable plus sympathique de «facteurs de quartiers». Ceux-ci seront amenés à prester au maximum 3 h 48 par jour pour un salaire horaire brut de 9,66 euros. L'objectif de la Poste est d'étendre ce type d'emplois, sous-payés et qui, selon l'avis de Johnny Thijs lui-même, ne peuvent servir qu'à «compléter les revenus du ménage», à l'ensemble des bureaux de poste, ceci dès janvier 2011. Ce vendredi, la direction de la Poste acceptait de reporter au début du mois de septembre l'arrivée des «facteurs auxiliaires», sans renoncer cependant à son projet. Il est vrai que celui-ci a par ailleurs été approuvé en commission paritaire, en janvier 2010, d'où un certain malaise syndical par rapport aux actions des postiers.

Ainsi, si André Blaise, secrétaire général de la CSC Poste, affirmait à la RTBF, le 29 juillet, que «toutes les actions de grève qui pourraient encore avoir lieu au cours des prochains jours dans les différents bureaux de poste sont toutes couvertes par la CSC et le SLFP», il s'empressait d'ajouter, qu'il faudrait «essayer, tant que possible, d'éviter de prendre la population en otage en mettant en place d'autres actions de protestation». Quant à Marc De Mulder, président du SLFP Poste, il justifiait la reprise du travail de ce lundi en affirmant lui aussi que les postiers ne voulaient «pas prendre plus longtemps en otage la clientèle». L'adoption par les dirigeants syndicaux de cette rhétorique de la «prise en otage», classique dans

les milieux patronaux, illustre bien la difficulté qu'ils ressentent à faire comprendre à l'opinion publique combien les dangers qui menacent le service postal sont importants. Or, la population subit chaque jour les conséquences du démantèlement de celui-ci : 650 bureaux de poste fermés depuis 2005, souvent dans des régions rurales où vit une population précarisée et peu mobile, une moyenne de 1500 équivalents temps plein supprimés chaque année. Il est vrai que le consortium financier CVC Capital Partners, dont Johnny Thijs, l'actuel patron de la Poste, a été jusqu'en 2004, un des conseillers les plus écoutés, possède aujourd'hui 50 % du capital de la Poste. Peu sensible aux enjeux et obligations du service public, CVC a avant tout pour objectif l'introduction en bourse de la Poste, afin de rentabiliser au maximum son investissement. Dès lors, ce sont les habituelles stratégies patronales qui sont mises en œuvre : compression des coûts salariaux, précarisation du statut des agents, augmentation de la productivité, suppression des entités non rentables financièrement, etc.

«Ou bien une société telle que la nôtre s'adapte, et ça implique un autre mode de fonctionnement, ou bien cette société meurt» : ces propos de Johnny Thijs résumant parfaitement la philosophie actuelle de la direction de la Poste, dictée par les injonctions de CVC et par une série de directives européennes consacrées à la libéralisation du marché postal, élaborées depuis 1997. Truffées d'affirmations rassurantes sur le maintien d'un service universel et de «prix abordables», la sauvegarde du statut des salariés et l'intérêt des utilisateurs, ces directives ont en réalité pour objectif «de mettre en œuvre un processus de libéralisation progressive et contrôlée du marché à l'intérieur du secteur postal», défini comme un «domaine d'action prioritaire de la Communauté». Surtout, au fil des modifications qu'elles ont connues, ces directives ont progressivement rogné le nombre de services que chaque État membre est censé pouvoir soustraire aux règles de la concurrence. Dès 2010, les services postaux devraient être

totallement libéralisés pour seize des États membres, les autres États, qui ont bénéficié d'une période de transition, devant s'ouvrir à la concurrence en 2012. Si des résistances de travailleurs et d'utilisateurs se mettent en place ici et là, la plupart des gouvernements des États membres s'apprêtent à appliquer docilement ces directives européennes. Seule la Norvège, qui n'est pas membre de l'Union mais bien de l'Espace Economique Européen, se propose d'opposer son veto à la transposition de la dernière partie de la directive européenne sur les services postaux à cause «des conséquences dramatiques pour ces services en Norvège». En Belgique, en revanche, l'adhésion politique au processus de libéralisation des services postaux paraît sans faille. Depuis l'arrêté royal du 9 juin 1999, promulgué à l'initiative du Ministre des télécommunications de l'époque, Elio Di Rupo, qui prévoyait déjà la possibilité pour la Poste de réduire «le service postal universel à la levée, le tri et la distribution des envois dont le poids est inférieur à 350 gr» et «de confier à un tiers par voie contractuelle une partie dudit service universel», la privatisation était en marche. Gageons qu'avec l'arrivée prochaine au gouvernement de partis de droite, comme la NVA, en compagnie du PS qui affirme son adhésion aux principes de l'économie de marché et dont le président porte une lourde responsabilité dans la privatisation de la Poste, l'avenir des postiers et des utilisateurs des services postaux ne s'annonce pas radieux...

Luc DELVAUX

¹ Comme le disait en avril 2009 le ministre en charge des Entreprises Publiques Steven Vanackere (CD&V), cette introduction en bourse de La Poste est «inscrite dans les astres et il faut s'y préparer».

² RTBF, 28 juillet 2010. Le mois précédent, Johnny Thijs s'était vu décerner à Copenhague le «Industry Leadership Award» au cours des «World Mail Awards 2010» pour «sa contribution extraordinaire au secteur postal. Facteurs et usagers de La Poste apprécieront...»

³ Il s'agit des directives 97/67/CE, 2002/39/CE et 2008/06/CE. Voir le site http://ec.europa.eu/internal_market/post/legislation_fr.htm.

⁴ Elio Di Rupo préfère généralement les termes de «consolidation stratégique», expression de marketing industriel très en vogue dans les milieux patronaux.

Pollution dans le Golfe, silence à Bruxelles

L'explosion de la plate-forme pétrolière *Deepwater horizon* dans le Golfe du Mexique le 20 avril dernier vient allonger la longue liste des catastrophes écologiques – et humaines – provoquées par la boulimie de profits de l'industrie pétrolière. Les géants de l'énergie fossile aiment à désigner les océans profonds comme «*les nouvelles frontières*» de l'extraction pétrolière, nous rappelant par la même occasion que, contrairement à moult annonces, l'ère post-pétrole est encore loin. L'envolée des prix de l'or noir, doublée des progrès technologiques réalisés dans le domaine de l'exploration en eaux profondes, a suffi pour convaincre l'industrie du pétrole à se lancer dans ce nouvel eldorado que sont les océans. Mais pour que l'investissement soit des plus profitable – le coût d'un forage infructueux pouvant s'élever à 200 millions de dollars –, les exploitants doivent de s'assurer du soutien, voire des complaisances, des autorités de régulation du forage *offshore*.

annoncent des technologies toujours plus performantes et plus sûres.

Si l'on croit les informations venant de la presse française¹, la catastrophe du Golfe de Mexique n'a pas suffi pour modérer les ardeurs exploratoires et de forage de *BP* ni la complaisance des autorités américaines à cet égard. Ainsi la multinationale prévoit d'entreprendre «*un forage souterrain courant sur une douzaine de kilomètres*» en Alaska avec la bénédiction de l'administration Obama, probablement confiante qu'entre-temps les technologies «*miracle*» seront à la hauteur pour colmater d'éventuelles fuites à venir. Il est évident, en effet, que les conditions particulièrement difficiles de l'Arctique rendraient très difficiles l'organisation de secours en cas d'accident.

On aurait tort cependant de regarder la situation de connivence entre ces autorités et les industries dont elles

de lobbyistes autour des institutions européennes. En effet, ceux-ci nagent depuis longtemps avec grande aisance au sein du deuxième centre de lobbyistes au monde.

En effet, les affaires prospèrent aussi au large des côtes européennes, avec une trentaine de plates-formes pétrolières *offshore* en activité, alors que le dernier incident en date s'est produit ce 20 mai en Norvège sur le gisement de *Gullfaks*. Cela explique également qu'une éventuelle remise en cause du forage *offshore* n'est pas non plus à l'ordre du jour : c'est ainsi que, en Méditerranée, *Petroceltic*, *Cygam* et *Mediterranean Oil and Gas* (MOG), viennent d'obtenir des autorisations de forage, à cinq kilomètres à peine du littoral italien, au large des Abruzzes. Et l'on peut comprendre aisément qu'une catastrophe similaire à celle du Golfe du Mexique pourrait se produire pas loin de chez nous, en Mer du Nord ou en Méditerranée, et



Opposé aux forages *offshore* pendant sa campagne électorale, Obama venait pourtant, début avril, de lever le moratoire en vigueur et d'autoriser de nouvelles campagnes d'exploration au large de la côte nord et de l'Alaska. Pour le moment, il semble que, malgré des annonces de circonstance, le désastre écologique du Golfe ne justifie pas une remise en cause réelle de la confiance accordée aux industries pétrolières. Malgré l'échec de *British Petroleum* de démontrer ne serait-ce que sa capacité à faire face à une situation d'urgence et à colmater les fuites de pétrole (bien que, trois mois après l'explosion, la fuite semble au moins provisoirement jugulée), l'administration américaine semble vouloir s'accommoder des promesses rassurantes faites par les mêmes responsables du sinistre, qui

devraient être les gardes fous sans s'interroger sur l'étrange silence des autorités européennes. Trois mois après l'explosion des puits dans la plate-forme du Golfe du Mexique, ni le Parlement européen, ni le Conseil des ministres n'a jugé utile de s'exprimer. Pourtant il s'agit sans aucun doute de la plus grande catastrophe écologique d'origine pétrolière de l'histoire des États-Unis et du monde.

Si les industries pétrolières ont réussi à faire accepter outre-atlantique l'idée qu'ils sont seuls à détenir l'expertise nécessaire pour réglementer leurs activités et que, dès lors, personne ne doit contester leurs propres critères techniques dans la gestion de risque, elles ont orchestré la même stratégie en Europe grâce à leurs contingents

qu'elle pourrait avoir des conséquences encore plus désastreuses sans, pour autant, troubler le confortable silence de nos autorités européennes.

MARIE-ANNE FLEURY

¹ *Le Monde* du 10/07/10 et *Le Canard enchaîné* du 14/07/10.

Russie : pas de fumée sans feu

Lors d'un entretien à la radio *France Inter* le 7 août dernier, Marie Mendras, académicienne spécialiste de l'URSS déclarait que si le feu dévastait si facilement les forêts de Russie, c'est parce que la chute de l'URSS fut aussi l'occasion de faire du bois une matière pour le business facile impliquant le démantèlement de tous les systèmes de protection de la forêt existant à l'époque soviétique.

B R È V E S

Avis aux «gens du voyage» chics

Savant conseil pour récolter de juteux dividendes, émis par un distingué notaire, M. Pascal Julien Saint-Amand à un journal français des milieux d'affaires¹: «*Il faut créer son entreprise outre-manche, la vendre en Belgique et mourir en Suisse*». En effet, les charges sociales en Grande Bretagne sont les moins élevées d'Europe, tandis qu'en Belgique il n'y a ni impôt sur les plus-values, ni impôt sur les grandes fortunes, et l'on peut transmettre sa propriété à ses héritiers sans payer un euro puisqu'il n'y également pas d'enregistrement des parts détenues dans une entreprise. S'installer finalement pour ses vieux jours en Suisse où les grands possédants peuvent toujours négocier de généreux «forfaits fiscaux».

¹ Les Échos, 23.07.2010

Mark-ostalgie !

Selon un sondage Ipsos publié le 29 juin, 51,4 % des Allemands interrogés souhaitent le retour du deutschemark. Huit ans après l'entrée en circulation de l'euro, les Allemands de l'Ouest (52 %) sont plus nombreux que les Allemands de l'Est (48 %) à vouloir ce retour.

En Chine, travail ou désespoir

Les travailleurs de Foxconn, sous-traitant d'Apple, ont bénéficié en juin dernier d'une hausse des salaires de 70 % afin de calmer une révolte grandissante après plusieurs tentatives de suicide. Presque au même moment, Cheng Kangbing, chômeur sans ressources, était condamné à mort par un tribunal de Zhanjiang pour avoir attaqué au couteau des enseignants et plusieurs élèves. Depuis le début de l'année, des attaques d'écoles par des personnes marginalisées ont provoqué la mort d'une vingtaine d'élèves en Chine. Quant aux mesures prises par Foxconn, elles ont été accompagnées d'autres visant à augmenter la productivité à moindre coût. Ainsi, les heures supp' ne seront désormais plus payées.

Prémices de guerre contre l'Iran

Les menaces de guerre des États-Unis, de l'Otan et d'Israël contre l'Iran se font de plus en plus pressantes. Sans être alarmiste, on ne peut les ignorer, ni être indifférent vis-à-vis d'elles.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté de nouvelles sanctions contre l'Iran, malgré l'opposition du Brésil et de la Turquie et l'abstention du Liban. Malheureusement, la Russie et la Chine s'y sont associées. Ces sanctions dépassent clairement la seule question nucléaire et visent à l'étouffement économique de l'Iran et la paralysie de ses capacités de défense. Elles ont été suivies d'un nouveau train de sanctions par les États-Unis et l'Union européenne.

Curieusement, il a adopté une motion dénonçant l'Iran – et la Corée du Nord – comme un grand danger contre la paix. De la guerre psychologique à la guerre tout court, il n'y a qu'un pas...

Cependant, ce n'est pas l'Iran qui se trouverait le plus isolée : le gouvernement Ahmadinedjad a conclu des accords avec le Brésil et la Turquie sur le traitement du combustible nucléaire, accords ignorés par les membres permanents du Conseil de Sécurité. À la veille de la conférence sur le TNP, 15 pays se sont réunis à Téhéran, montrant l'importance du front du non-alignement sur les États-Unis et les



D'autre part, l'OTAN ne cesse de qualifier l'Iran d'État «voyou» ou «terroriste» et considère que Téhéran représente le plus grand danger pour la paix de la prochaine décennie et que l'application de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord (impliquant la solidarité de tous les pays membres en cas d'attaques contre l'un d'eux) serait à envisager. Israël, qui est le seul pays du Moyen-Orient possédant des bombes atomiques et ayant attaqué dans des eaux internationales des bateaux d'un pays membre de l'OTAN, n'est pas visé. Au contraire : c'est Israël qui participe, aux côtés des États-Unis, aux manoeuvres navales actuelles qui se rapprochent de l'Iran.

Le G-8 vient de se réunir, juste avant le G-20, à Toronto. Ce groupement des pays industrialisés les plus riches est censé débattre de questions d'ordre

puissances occidentales. Le Venezuela vient de réitérer sa ferme volonté d'appuyer l'Iran, manifestée lors de la rencontre entre le Président Chavez et son homologue syrien, Bachir El Assad.

Au-delà des réserves que certains ont vis-à-vis du gouvernement iranien et de la présidence d'Ahmadinedjad, il y a des priorités qui s'imposent à tout esprit progressiste. Et ici, nous sommes face aux prémices d'un projet d'agression ourdi par l'axe Washington-Tel Aviv et leurs associés de l'Union Européenne et de l'OTAN, qui nous obligent à prendre position. La politique des «ni-ni» risque de nous rendre complices d'une nouvelle guerre, comme si on n'avait tiré aucune conclusion de celles contre la Yougoslavie et l'Irak.

CLAUDINE POLET

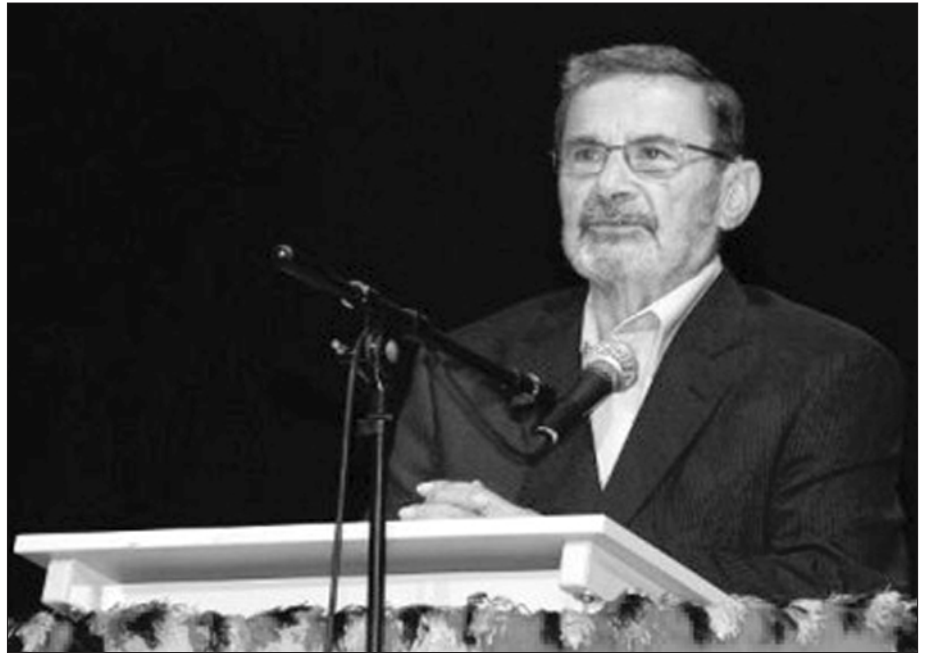
Maxime

En plein bouillonnement d'idées pour la conception du nouveau musée de Malines, Maxime Steinberg nous a brutalement quittés. Bouillonnement, enthousiasme, conviction ont accompagné toute la vie de ce militant de toujours. Chaleureux et éclatant d'humour, il fut «*Ourson*» à l'USJJ, ancêtre de l'UPJB. Obstiné, combatif, payant de sa personne, il fut étudiant communiste à l'ULB, et assura, une fois professeur, le secrétariat politique de la section Enseignement du PCB en déployant une présence militante à la CGSP Enseignement de Bruxelles. De cette tranche de vie, on s'en souviendra dans certains milieux...

Tout naturellement, il consacra ses premiers travaux à l'histoire du mouvement ouvrier. Son mémoire de licence analysait la fondation du POB ; un article novateur explorait les sources de la gauche révolutionnaire avant 1914. Il présenta et commenta les critiques marxistes de Henri De Man et Louis De Brouckère à l'encontre du réformisme du POB, textes jamais traduits en français. Il fit entrer Joseph Jacquemotte et Julien Lahaut dans la très académique et très scientifique Biographie Nationale. Dans tous ces écrits, Maxime ne se contentait pas d'exhumer les faits. Sa réflexion, son questionnement étaient profondément novateurs. Il dégagait des voies, forçait à se poser des questions, refusait toutes les idées reçues. Tout au long de son abondante production, il affutera cette capacité critique, cette exigence de soi, cette rigueur.

Dans les années septante, il s'engagea dans un nouveau combat, celui autour duquel se sont faits aujourd'hui l'unanimité et l'hommage – plus que légitime – enfin rendu par tous : la mise à nu de ce que fut la solution finale en Belgique.

Le chœur unanime du jour couvre cependant un cheminement beaucoup moins consensuel. Quand sortit son œuvre fondamentale et fondatrice, *L'Étoile et le Fusil*, l'accueil fut tout sauf enthousiaste. C'est grâce à l'aide de l'Union des Anciens Résistants Juifs, alors très peu en cour auprès de ceux qui se présentaient comme «*LA*» communauté juive, qu'elle put être



éditée. L'écho en fut très réduit. Maxime Steinberg sentait le souffre, il dérangeait. Pour plusieurs motifs synthétisés ci-après.

L'Étoile et le Fusil décrivait une population juive de Belgique à la veille de la guerre qui formait tout sauf UNE communauté. Cette population était traversée par des fractures sociales, politiques, culturelles mais aussi partagée entre notables belges installés et émigrés étrangers, pauvres et de date récente.

L'Étoile et le Fusil, à la suite de Marcel Liebman, un autre pestiféré et ami de Maxime, mettait en cause avec une argumentation déjà mieux documentée, la tolérance voire la participation relative de certaines autorités belges à la perpétration du crime.

L'Étoile et le Fusil enfin, mettait en avant l'action essentielle des résistants juifs, phalange décisive des Partisans Armés à Bruxelles, en leur restituant leur identité communiste.

Oser tout cela, qui sont aujourd'hui des réalités d'évidence, dérangeait, dérangeait très fort en 1987. Notre camarade n'en eut cure. Dans les conditions difficiles d'un emploi qui ne libérait que soirées et week-ends, il persévéra, orientant ses recherches vers les acteurs, les bourreaux, les victimes et les témoins. Ce n'est point ici le lieu pour détailler l'ampleur et l'importance

de l'apport de Maxime Steinberg à la connaissance de la solution finale en Belgique. Sa militance changea d'objectif, pas d'intensité. Il s'engagea avec force dans le combat pour l'histoire, contre ses négateurs, ses falsificateurs, mais aussi contre la confiscation de celle-ci par le mauvais usage du témoin, dont il définit avec pertinence le statut réel. Brisant certains mythes, il voulait «*débarrasser le génocide de sa nature de "concept-fatras" qui laissait échapper l'objet d'histoire qu'il prétend dire*». Et quand la question devint un phénomène de société, que l'exigence de savoir, d'exposer, d'enseigner devint incontournable, Maxime Steinberg acquit peu à peu la place et la reconnaissance que son travail seul avait construites.

Si l'on peut percevoir dans certains propos émis à son sujet quelque indice de récupération tardive, l'historien, lui, ne s'en laissa jamais compter. Il osait reprendre ses propres écrits, questionner à nouveau les documents déjà lus, en avaler des quantités d'autres, ajuster ses analyses aux réflexions nouvelles, se soumettre en permanence à la critique historique. Il enthousiasma de jeunes chercheurs qui ensemeront le sillon fécond qu'il a creusé. Quelle plus belle revanche sur la vie pour l'orphelin qui déclarait face au bourreau nazi que l'on jugeait à Kiel : «*La perte d'une mère à 6 ans est une blessure irréparable*».

JOSÉ GOTOVITCH

Rosine Lewin

Rosine Lewin naît à Anvers le 27 décembre 1920, quatrième enfant de parents ouvriers diamantaires issus de l'émigration juive de Galicie occidentale (Autriche-Hongrie) et de Lituanie (Empire russe).

Elle fait des études en sciences sociales à l'ULB, interrompues après sa licence en octobre 1940. Dans ce milieu, elle est sensibilisée à la détérioration du climat international, aux horreurs de la guerre civile espagnole et à la montée du fascisme et du national-socialisme en Europe. Elle adhère en juin 1941 au parti communiste clandestin. Sa sœur aînée est arrêtée en mai 1942 avec son compagnon, responsable des Partisans armés, et sera déportée vers Auschwitz. Protégée pendant un temps par sa nationalité belge, Rosine travaille à la Confédération de l'Alimentation et à la Croix-Rouge ; elle entre en septembre-octobre 1943 dans la clandestinité au sein du Front de l'Indépendance. Ses parents, déportés par le dernier convoi quittant Malines, et son frère, depuis Drancy, s'ajoutent au nombre des victimes du racisme nazi. Sa qualité de résistante armée est reconnue en 1949 (médaille de la Résistance et médaille civique sur proposition de l'ULB).

À la Libération, elle est chargée de mission par la Croix-Rouge en Allemagne occupée avec le grade de sous-lieutenant ; en avril 1945, elle rejoint le Commissariat au Rapatriement et ensuite le ministère des Victimes de la Guerre. De mars 1946 à mars 1947, elle est la secrétaire particulière du ministre communiste de la Reconstruction, Jean Terfve. Devant le développement rapide de la Guerre froide, elle donne sa démission de fonctionnaire et accepte les missions que lui confie le parti



communiste : secrétaire d'organisation de Solidarité et, de 1952 à 1955, secrétaire nationale du Rassemblement des Femmes.

Avec son mari, Maurice Singer, qu'elle a épousé en 1948, elle est correspondante de presse à Moscou en 1956, pendant l'année capitale du XX^{ème} congrès du PCUS. À son retour, et jusqu'en 1982, elle est journaliste au *Drapeau Rouge*, dont elle est nommée rédactrice en chef en 1974. Séparée puis divorcée de son mari, elle devient la compagne de Pierre Joye, avec qui elle sera amenée à signer plusieurs ouvrages qui ont marqué la vie politique du pays. Si son compagnon y traite particulièrement des questions économiques en Belgique et au Congo, elle est plus intéressée par de nouvelles ouvertures politiques, notamment vers le monde catholique ; leur ouvrage, *L'Église et le mouvement ouvrier en Belgique*, fera date en ce domaine. Membre du Comité Central du PC et, de façon plus brève, du Bureau Politique (*«Je m'y suis ennuyée pendant deux ans»*), Rosine prend part aux tentatives de constituer un courant eurocommuniste, plus orienté par l'exemple italien que français ou espagnol.

C'est l'intervention des chars russes à Prague en 1968 (*«L'année où le mot camarades fut écrasé par les tanks»*)

qui la pousse à se distancier de l'Union soviétique malgré sa reconnaissance au peuple russe pour sa contribution capitale à la défaite du III^{ème} Reich. Invitée du parti soviétique, elle quitte alors l'URSS en signe de protestation. Elle restera critique à l'égard des dénis de démocratie du pays qui avait engagé des millions d'individus dans la voie d'un profond bouleversement social. Elle est également restée jusqu'au bout hostile aux révisions historiques sommaires placées sous le signe d'égalité des deux «totalitarismes». Elle avait vécu de trop près le renversement des alliances nouées pendant une guerre dont la responsabilité incombait exclusivement au nazisme et à tous ses alliés ou admirateurs complaisants. Pour elle, le climat de peur et de haine de l'Union soviétique développé dès les lendemains du conflit ne correspondait nullement aux rapports de force entre un pays, l'URSS, saigné par la guerre et un autre, les États-Unis, qui en sortait quasi indemne et enrichi. Avec Jules Gérard-Libois, elle a d'ailleurs dressé un bilan historique critique de la Guerre froide.

De 1974 à 1989, elle sera rédactrice en chef des *Cahiers marxistes*.

Elle restera active jusqu'à sa mort dans de très nombreuses organisations traitant de questions féminines, de l'immigration, des inégalités sociales (coordination gaz-électricité), du droit de mourir dans la dignité... Sa mort, le 10 juillet dernier, fut d'ailleurs entièrement conforme à sa volonté souvent exprimée de ne pas prolonger une existence infirme entièrement dépendante d'autrui. Avec elle disparaît une grande conscience de la gauche en Belgique.

JACQUES ARON

Rosine nous a dédié un dernier sourire

Je me souviens de Ro, petite, discrète, regardant passer, à proximité de la Bourse, à Bruxelles, une manif syndicale. Il y a moins de dix ans. En nous embrassant, Jean et moi, elle a dit : *«Je suis venue saluer la manifestation»*.

Je la vois toujours attentive, sérieuse, menue et droite dans sa réflexion. Je me souviens d'une époque où le mouvement sioniste collectait pour Israël. Elle a répondu, dans le *Drapeau Rouge* quotidien, qu'elle refusait de cautionner un État théocratique niant la réalité de l'État palestinien.

Ses articles ont toujours utilisé la clarté, évitant la langue de bois.

Sa contribution a continué jusqu'il y a peu, aux *Cahiers Marxistes*, à éclairer les lecteurs sur une foison de livres du plus grand intérêt, donnant ainsi de multiples pistes de réflexion.

Ro fait partie d'un important chapitre de l'histoire de notre Parti. Avant d'en ouvrir un nouveau, il faudra bien relire celui-là.

NICOLE CAHEN

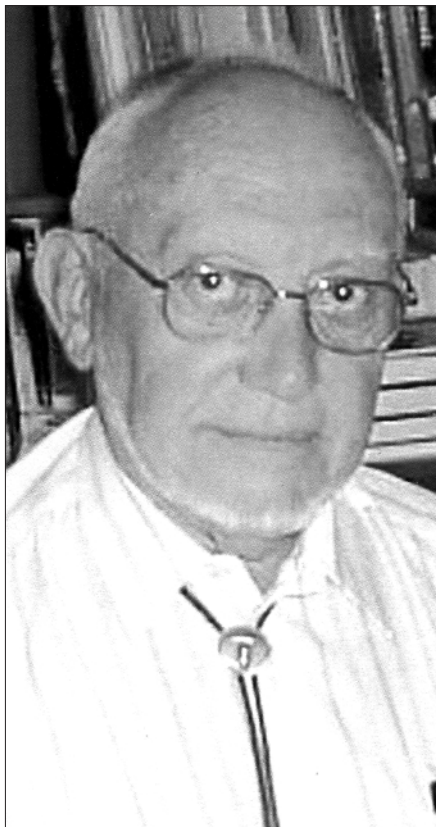
Décès de Pierre Piérart

Infatigable militant pacifiste, le professeur Pierre Piérart est décédé ce 20 juillet à Bruxelles, à l'âge de 83 ans. Chacun se souviendra de sa volonté de fer, de la pertinence de son discours et de son engagement permanent dans le combat pour la paix et contre les armes nucléaires.

Professeur émérite de l'Université de Mons-Hainaut, il y avait enseigné la biologie et était un des principaux animateurs du Centre d'écologie appliquée du Hainaut (CEAH), dédié à la sauvegarde des écosystèmes et, plus particulièrement, à la protection de la nature de cette province. Fasciné par les beautés de Dame Nature, une de ses passions était la mycologie: c'est d'ailleurs au cours d'une cueillette de champignons qu'il contracta la maladie de Lyme qui le laissa partiellement paralysé au cours des sept dernières années de sa vie. Il anima également, dans les années '90, un comité de quartier dans la commune bruxelloise de Forest, comité qui mena – et remporta – une lutte contre la construction d'un incinérateur dans la commune voisine de Drogenbos.

Si son combat pour la paix ne souffrait d'aucun compromis, le pacifisme de Pierre n'avait rien de «bêlant», mais était empreint de rigueur, appuyé d'arguments scientifiques et historiques. Ainsi, en 1995, dans son ouvrage *D'Hiroshima à Sarajevo*¹, il ne se bornait à dénoncer le crime que constitue l'utilisation de l'arme atomique, mais également une vision faussée de l'histoire selon laquelle l'annihilation des deux villes japonaises aurait sauvé des centaines de milliers de vie américaines, alors que le véritable objectif des bombardements était d'intimider l'URSS. La Guerre froide avait déjà débuté.

Vice-président de l'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire (AMPGN), il fut à l'origine de la création, sur le campus de l'Université de Mons, d'un mémorial à Hiroshima et Nagasaki, le Parc



Hibakusha, où depuis, chaque année, est organisée à son initiative la commémoration de ce crime contre l'humanité. La commémoration prévue ce 7 août a dû laisser un grand vide dans le cœur des participants.

En 1999, révolté par les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, il avait été un des fondateurs du Comité de surveillance OTAN (CSO), où se retrouvent des militants issus de divers horizons progressistes, réunis par leur opposition à la politique impériale du bloc euro-étatsunien. En 2003, il démissionna d'Ecolo, quand ce parti abandonna clairement sa revendication d'un retrait belge de l'OTAN. Il continuait à suivre les développements de l'atome militaire et avait dénoncé les décevants résultats de la récente conférence de révision du Traité de Non Prolifération (TNP).

Abonné de longue date et soutien fidèle du *Drapeau Rouge*, il avait accepté d'en être l'«invité du mois» dans le n° 27 (mai 2009). Une interview où il exposait avec clairvoyance les grands combats auxquels il a consacré sa vie.

G.B.

¹ Écrit en collaboration avec Wies Jaspers, éd. EPO.

Les hommages de son Parti à Julien

Ce 18 août, la Fédération de Liège du PC Wallonie-Bruxelles vous invite à participer à l'hommage qu'elle rendra à Julien Lahaut à Seraing.

En voici le programme :

- 17 h :** Rassemblement devant le domicile de Julien Lahaut (rue Lahaut)
- 17 h 30 :** Départ en cortège vers le cimetière des Biens Communaux (rue Tavier)
- 18 h :** Dépôt de gerbes et prises de parole devant la stèle de Julien Lahaut :
Pedro Marset, membre du PCE, représentant du Parti de la Gauche Européenne,
Francis Gomez, président de Fédération liégeoise de la FGTB/MWB et
Pierre Eyben, secrétaire politique de la Fédération de Liège du PC.
- 19 h 30 :** Réception à la salle du Conseil communal d'Ougrée (Esplanade de la Mairie 1 – 4102 Ougrée) avec prise de parole d'un responsable communal de la ville de Seraing.

À son tour le Comité Régional bruxellois du Parti Communiste organise, sous la présidence de Louise Gotovitch, un meeting d'hommage et souvenir, avec la participation du Cercle Républicain, du Parti Humaniste et de la revue *Toudi* le mardi 17 août à 19 h 30 à l'Espace Marx

(4 rue Rouppe – 1000 Bruxelles).

Prendront la parole :

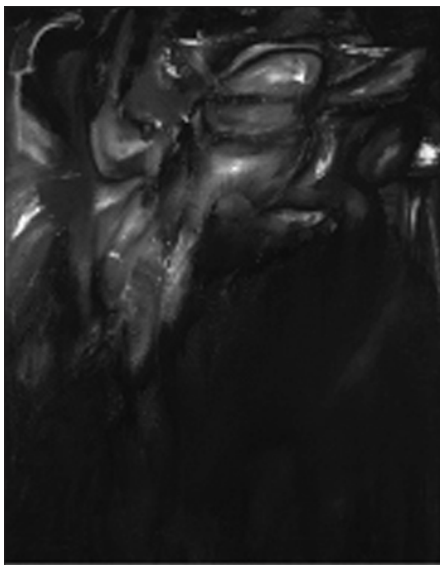
Philippe Bekaert, président du Centre Républicain,

Gilles Smedts pour le Parti Humaniste

José Fontaine pour *Toudi* et
Vladimir Caller pour le Parti Communiste.

Hommage à Serge Vandercam et à l'aventure Cobra au *BAM* (Mons)

Le Musée des Beaux-Arts de Mons, le BAM, qui a rouvert ses portes en 2007, propose, jusqu'au 29 août, une vaste exposition consacré à Serge Vandercam, né à Copenhague en 1924 et décédé à Wavre il y a cinq ans. Intitulée *Du regard à la main*, cette exposition réunit quelque 200 œuvres de cet artiste, à savoir des peintures, des photographies, des sculptures, des céramiques et des collages qu'il a soit conçus seul, soit en collaboration avec des poètes et écrivains.



La manifestation comprend, entre autres, des tableaux peints à coup de racines en 1960, les fameux «*Oizals*» réalisés dans les années 1970, ainsi que diverses variations de *l'Homme de Tollund*, peintes au Danemark.

Il faut savoir, en effet, que les activités avec d'autres ont déterminé tout l'élan créatif de Vandercam et cette approche engendre forcément une grande générosité et pose le besoin de création bien au-dessus de l'ego de l'artiste.

Vandercam a aussi été le témoin de l'interaction exaltante entre la littérature et les arts plastiques. Le poète belge Christian Dotremont, qui fut son ami et l'un des fondateurs du mouvement Cobra, y a évidemment laissé son empreinte. La participation de Vandercam à la revue *Phantomas*, fondée en 1953, témoigne également de l'intérêt précoce de celui-ci pour la suppression des frontières entre la sphère plastique et les mots.



Après la Seconde Guerre mondiale et pendant la Guerre froide, Cobra va s'employer à explorer d'autres pistes que l'on appellerait aujourd'hui libertaires ou alternatives, s'inspirant notamment du monde des enfants, des populations dites primitives ou encore des personnes présentant des troubles psychiatriques. Mais le mouvement va aussi contribuer à l'éclosion d'une réelle conscience sociale européenne. On est donc loin des discours nationalistes dans lesquels semblent s'être enlisées de nombreuses études consacrées à Cobra.

Le mouvement, acronyme de Copenhague, Bruxelles, Amsterdam, n'aura, en fin de compte, qu'une existence formelle éphémère de trois ans mais exercera une influence considérable sur de nombreux artistes jusqu'à nos jours. Il était constitué de poètes et de peintres issus de cercles d'avant-garde danois, belges et néerlandais soucieux de se détourner du «*stérile académisme, voire parisianisme*». Son engagement social était évident et bon nombre de ses membres ont adhéré au Parti communiste, du moins jusqu'à ce que celui-ci prône le «*réalisme socialiste*». Cela provoquera la rupture formelle entre le mouvement et le communisme. Toutefois Asger Jorn, l'une des figures de proue de Cobra, demeurera communiste jusqu'à la fin de sa vie.

Créé à Paris en novembre 1948 par le Danois Asger Jorn précisément, mais

aussi par nos compatriotes Christian Dotremont et Joseph Noiret ainsi que par les Néerlandais Karel Appel, Corneille et Constant, le mouvement Cobra sera d'abord méconnu hors d'Europe. Assimilé, soit à une queue de comète surréaliste, soit à une manifestation «*nordique*» de l'Art tachiste ou informel, Cobra sera aussi perçu comme une formule européenne de l'expressionnisme abstrait tel qu'il fleurissait alors aux États-Unis.

Pierre Alechinsky et Hugo Claus, entre autres, adhéreront, eux aussi, au mouvement, ce qui contribuera à faire connaître leur travail sur la scène internationale.

Cette exposition est également l'occasion de valoriser les œuvres de la collection Thomas Neirynek mise en dépôt au BAM par le Fondation Roi Baudouin. Ce mécène et amateur d'art rendit souvent visite à Serge Vandercam et a acquis une quarantaine de ses œuvres.



L'exposition, accompagnée d'un catalogue co-édité par le BAM et les éditions *Aparté* (32 €), est accessible au public tous les jours, sauf le lundi, de 12 à 18 h. Informations : Tél. : 065 40 53 30
Internet : www.mons.be
Le BAM est situé rue Neuve, 8, à Mons.

JOSÉ VANDERVEEREN

«Oser penser à gauche»

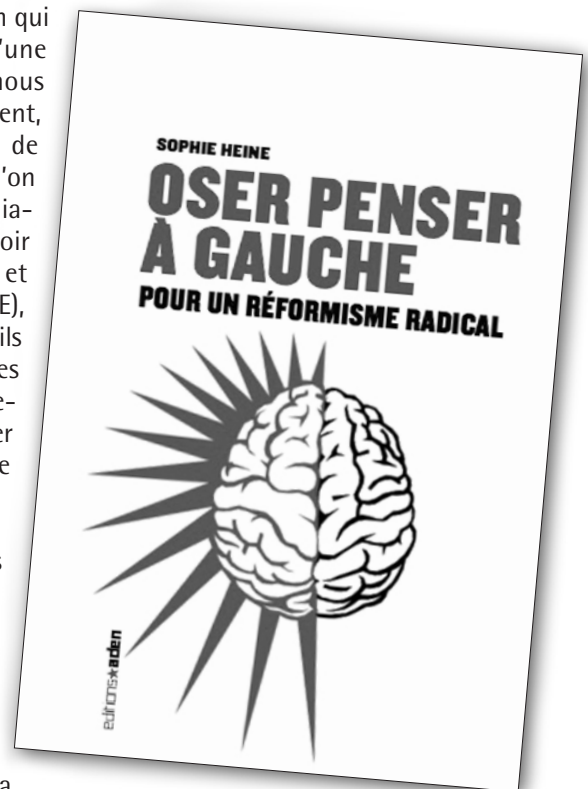
Le dernier ouvrage de Sophie Heine¹ est ambitieux, voire un brin provocateur, et ce, dès son intitulé. On est tenté d'imaginer, à tort, que l'auteur juge que la gauche ne pense pas ou pas assez. En fait, le problème serait qu'elle se trompe dans ses pensées et qu'il faut qu'elle les reformule en commençant par un sérieux travail de «révisionnisme» sémantique. Il s'agirait, en effet, de ne pas laisser dans le patrimoine linguistique de l'adversaire des concepts majeurs comme «libéralisme», «cosmopolitisme» et «réformisme». Ces concepts, selon Heine, ont été abusivement récupérés par la droite conservatrice, voire réactionnaire, et c'est à une gauche radicale, mais lucide, de les «ré-explorer et les refonder». Sa motivation, très sincère de toute évidence, est de trouver explication à la crise de crédibilité de la gauche radicale dans nos pays et, effectivement, elle ose une réponse.

Le problème n'est pas pourtant, à notre avis, d'entamer une querelle linguistique pour arbitrer sur l'ADN historique ou la légitimité d'usage de tel ou tel concept ; aspect qui semble être au centre des préoccupations de l'auteur qui va jusqu'à affirmer que «les définitions de ces trois mots ont joué un rôle majeur dans l'entreprise de dépolitisation et de disparition de la conscience de conflits de classe». Sauf si cette querelle peut servir à conforter certaines prises de positions ou définitions politiques dans un débat idéologique important et de grande actualité, ce qui nous semble être le propos dans cet ouvrage. Ainsi, lorsque, pour étayer son plaidoyer revendiquant le cosmopolitisme, elle affirme que «la trans-nationalisation des flux économiques, politiques et culturels, ainsi que les dérives historiques de la plupart des politiques d'identité rendent quant à elles pertinentes les propositions de dépassement des identités nationales, sans pour autant renoncer à la souveraineté»², elle ne fait qu'esquisser une volonté de résignation vis-à-vis de l'irruption de la mondialisation dans les sociétés contemporaines. Autrement dit, les citoyens n'ont qu'à se conformer au «dépassement» de leur identité nationale, puisqu'ils sont confrontés à une trans-nationalisation supposée imparable. Ainsi, ce serait l'idée même

de l'attachement à l'État nation qui serait devenue indigne d'une approche progressiste. Or nous constatons que, non seulement, c'est grâce à l'existence de quelques «États nations» que l'on peut encore résister à la mondialisation politique rampante (voir les «États nations» de France et d'Irlande votant contre le TCE), mais que c'est justement lorsqu'ils se désintègrent que les pires nationalismes, ceux «ethniquement purs», se produisent (hier la Yougoslavie, demain l'Espagne ou la Belgique?).

Ceci n'empêche que nous soyons totalement d'accord avec elle lorsqu'elle soulève la question de la remontée de l'individualisme et des ses projections idéologiques dans les sociétés contemporaines comme un des facteurs de la perte de repères classistes, sauf que, pour le démontrer, il ne faut pas aller aussi loin : «À partir des années 1980, et tout d'abord aux États-Unis, les mouvements progressistes ont peu à peu délaissé les enjeux de distribution des richesses pour se tourner vers les questions identitaires et culturelles [...] et d'autre part la montée des revendications dites de 'reconnaissance' (ethniques, sexuelles, culturelles...) contribuèrent (sic) à réorienter les discours politiques [...] vers les questions culturelles au détriment des thèmes plus spécifiquement liés aux conflits de classe». En effet, ce fut le Mai 68, en particulier parisien, qui a joué ce rôle essentiel de transformation d'un esprit de révolte en un hymne à l'individualisme sous une façade révolutionnaire. Et ce furent les Foucault et Deleuze qui se mirent à monter moult revendications mentionnées par Heine, édulcorant ainsi celles du conflit de classe.

Une autre carence de taille apparaît lorsque, faisant le constat de la montée, très agressive, des politiques libérales un peu partout dans le monde, elle semble oublier le rôle par défaut joué par la disparition de l'URSS et le camp socialiste dans cette dynamique («retour à un capitalisme beaucoup plus sauvage» pour utiliser ses termes). La bourse



américaine et une de ses icônes reconnues, Warren Buffet, parmi tant d'autres, eurent le fair-play de le reconnaître et de s'en féliciter ; pourquoi doit-elle alors l'ignorer ?

Finalement, ce qui nous semble une gaffe. En parlant du nationalisme dans sa version latino-américaine, l'auteur affirme que le président Chavez, «utilise le nationalisme, non seulement pour susciter un soutien de la population [...] mais aussi pour légitimer une concentration croissante du pouvoir et réprimer les oppositions internes». L'expérience bolivarienne au Venezuela mérite, sans doute, comme tout processus complexe et difficile, des remarques critiques, mais sûrement pas celle «d'opprimer les oppositions internes».

Nous sommes donc face à un ouvrage salutaire, puisque stimulant la réflexion, le débat et les controverses.

VLADIMIR CALLER

¹ Sophie Heine, *Oser penser à gauche*, Aden, Bruxelles, 2010.

² Cette formulation pose un problème supplémentaire : comment peut-on rester souverain sans identité nationale ?

Solidarité Flandre-Wallonie, au-delà de stéréotypes

Les hasards de l'actualité éditoriale et de l'actualité politique concourent parfois à remettre en question certaines croyances et idées reçues qui influencent nos jugements. C'est l'impression que dégage la lecture du dernier livre de Michel Quévit, *Flandre-Wallonie. Quelle solidarité?*¹, l'auteur excellent à analyser certains clichés véhiculés par le discours nationaliste flamand dont on connaît l'effet sur l'électorat du Nord du pays (nous venons de le voir) et sur la conscience wallonne depuis plusieurs décennies.



Depuis 1965, année charnière du déclin structurel wallon, «*la conviction s'est installée même parmi les Wallons que la Wallonie est une région incapable d'améliorer sa situation économique, peuplée de chômeurs qui profitent de la sécurité sociale payée par l'impôt des Flamands plus courageux et plus laborieux, grâce à qui la Flandre est l'une des régions les plus dynamiques et innovatrices*» (p. 143). Cette opinion avancée à partir de 1979 par des hommes politiques CVP avait besoin d'une assise scientifique qui a entraîné un débat entre universités relatif aux transferts interrégionaux en Belgique, débat toujours en cours à défaut d'aboutir à des conclusions probantes.

Michel Quévit rompt avec les approches antérieures en s'inspirant des données établies par la Commission européenne qui, en vertu de l'art.159 du Traité européen, établi tous les trois ans un rapport sur la cohésion économique et sociale européenne en vue d'initier des politiques proactives de développement. Ces statistiques établies sur les données fournies par les États membres permettent de comparer les 250 régions d'Europe dont font partie la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

Une première partie de l'ouvrage procède à l'analyse des décisions importantes prises par le gouvernement de la création de l'État belge en 1830 à la fédéralisation. Sept dossiers sont consacrés à l'intervention de l'État, qui vont de l'expansion des ports flamands à la répartition des fonds structurels européens en passant par le développement autoroutier, les secteurs industriels en crise, la fermeture des charbonnages wallons, les lois d'expansion économique et l'aide aux secteurs nationaux. Parallèlement à ces interventions qui favorisent principalement la Flandre, l'accent est mis sur le rôle décisif des groupes financiers dans le développement inégal de la Wallonie et de la Flandre, l'ascension d'une nouvelle classe dirigeante en Flandre et la tension entre les tendances minimalistes et maximalistes de la classe politique wallonne face au projet nationaliste flamand.

La deuxième partie de l'ouvrage – la plus novatrice à notre sens – établit 13 constats sur la base des statistiques européennes de 2004-2005 et compare nos trois régions à l'ensemble des régions d'Europe. Partant du constat que le niveau de développement de la Wallonie (PIB/habitant) est inférieur à celui de la Flandre, il le tempère en montrant que le taux de croissance wallon avoisine celui de la Flandre (2,82 contre 2,42 % en 2009). En comparant la Wallonie aux autres régions européennes de tradition industrielle (RETI), il constate qu'elle a un niveau de richesse comparable, même se certaines d'entre-

elles (Pays Basque, Sarre) opèrent plus rapidement leur redressement.

En ce qui concerne les niveaux de développement, il constate qu'ils diffèrent selon les provinces et non les régions (le Brabant wallon est proche d'Anvers, seul le Hainaut est à la traîne et se rétablit difficilement de la crise charbonnière et sidérurgique). La productivité du travail en Wallonie voisine celle de la Flandre et est la meilleure comparée à celle des autres RETI. Enfin, le potentiel en ressources humaines en science et technologie est identique en Flandre et en Wallonie et progresse au même rythme dans les deux régions.

Contrairement aux idées reçues, la Flandre ne figure pas dans le top des 45 régions européennes les plus développées et la Wallonie ne se situe pas parmi les régions les moins développées. Notons que Bruxelles-Capitale arrive en troisième position européenne (sur 250) après Londres et le Luxembourg (ce qui en ferait un partenaire de poids en cas de scission de la Belgique).

En conclusion, Michel Quévit souligne que la dynamique agressive que connaît actuellement le nationalisme flamand (ainsi que ceux d'autres régions européennes) est aux antipodes des principes qui conditionnent la politique de cohésion européenne, la solidarité entre les régions, la diversité des territoires et, plus fondamentalement, le développement de la multiculturalité entre les pays européens. Elle représente une véritable menace pour une Europe qui se voudrait de perspectives solidaires.

Un livre riche et décapant que tout militant politique ou syndical devrait avoir à portée de la main, tant il synthétise avec rigueur les fondements structurels de la dé-solidarité nationale qui menace notre société.

RENÉ GIGNEZ

¹ Michel Quévit, *Flandre-Wallonie. Quelle solidarité?*, 2010, Couleur livres, 177 p., 19 €.

Mort d'un grand écrivain communiste

«Dieu est le silence de l'univers,
et l'homme, le cri qui donne un sens au silence»

José de Sousa Saramago

Quel chemin parcouru par le Portugal et le monde depuis ce 16 novembre 1922 où un paysan sans terre nommé Joseph Souza vient déclarer la naissance de son fils Jose à l'état-civil de Azinhaga, un petit village à 120 km au nord de Lisbonne. Le greffier local lui attribue (par plaisanterie ou par moquerie) le nom de Saramago («moutarde», en portugais) qui était en fait le surnom de son père Joseph Sousa dans le village. Il ne restera pas longtemps à la campagne : en 1925, la famille déménage à Lisbonne. À 12 ans, à l'école industrielle qu'il fréquente, il découvre les classiques de la littérature universelle grâce à ses manuels scolaires gratuits. Des années plus tard, il pouvait encore réciter certains de ces textes qui l'avaient marqué. Malheureusement, quoique bon élève, ses parents ne peuvent plus lui payer l'école et il ne termine pas ses études. Durant les deux ans qui suivent, il gagne l'argent de la famille en travaillant dans un atelier de mécanique, tout en dévorant méthodiquement tous les livres de la bibliothèque publique.

Arrivé à l'âge adulte, il tente de publier un premier roman, sans succès hélas. Il ne reviendra à la littérature que vingt ans plus tard. Entre-temps, il gagne sa vie dans une compagnie d'assurance et collabore comme critique littéraire à divers journaux, dont *Diário de Notícias*. Pendant les années de la dictature de Salazar, il ne cesse de souffrir de censure et de persécution politiques. Pour survivre en pratiquant une activité moins marquée politiquement, il traduit en portugais Maupassant, Baudelaire, Colette...

En 1969, il rejoint le Parti communiste portugais clandestin et y restera fidèle jusqu'à sa mort. Il quitte son emploi à la maison d'édition pour se consacrer pleinement à l'écriture. En 1974, la Révolution des Œillets restaure la démocratie au Portugal. Dans son premier livre important, *Levantado do Chão* (1980), il dresse un portrait vivant de la vie des travailleurs de la province

de l'Alentejo. Saramago a trouvé sa propre voix, ce style unique, clair et presque poétique qui le distingue. En vingt ans de silence volontaire, il a vécu et accumulé une fabuleuse culture générale, passionné qu'il est par les mécanismes de l'Histoire, les grands mythes historiques et religieux mondiaux, y compris la Bible, bien qu'il se déclare pour son compte résolument athée. On retrouve aussi le goût du voyage, thématique toute portugaise, dans des récits qui intègrent à un cadre historique et géographique avéré des éléments narratifs surnaturels rappelant le réalisme magique sud-américain. Ses romans se veulent en réalité un mélange de fable, de mythe et de reportage. Dans le même temps, ses origines sociales ont profondément marqué ses choix politiques. Il ne perdra jamais sa relation avec son village natal et y reviendra souvent pour se ressourcer. C'est ainsi qu'il cisèle patiemment une manière de raconter ses histoires dans un style tout personnel, comme s'il participait aux veillées d'antan lorsqu'il raconte ses histoires fabuleuses de héros et de dieux.

Son roman *Memorial do convento* («Le Dieu manchot») lui vaut, à 60 ans, une renommée internationale en 1982. Dans les années suivantes, Saramago publie presque sans arrêt jusqu'au «scandaleux» *O Evangelho segundo Jesus Cristo* («L'Évangile selon Jésus-Christ», 1991) qui le catapulte vers la célébrité. Son «évangile» est un long dialogue entre l'humain et le divin. Mais attention : le divin n'est ici que l'envers du diabolique, et le Christ de Saramago tire son humanité de cette lutte, de cette confrontation permanente avec ces deux faces d'une même réalité. L'ouvrage fait la part belle au thème de la culpabilité. Jésus souffrira des remords liés aux massacres lors de sa naissance. Et que dire de la culpabilité de Dieu face aux massacres accomplis en son nom ? On ne s'étonnera pas si le roman finit par un mot terrible, inversion des dernières paroles attribuées au

Christ mourant sur la croix : «Hommes, pardonnez-Lui, car Il sait ce qu'Il a fait». Le gouvernement du Portugal (qui est théoriquement une république laïque) oppose son veto à l'attribution d'un Prix littéraire européen à un roman qui «porte atteinte aux sentiments des catholiques». En guise de protestation, Saramago quitte le Portugal et s'installe dans l'île de Lanzarote (Canaries). Dès lors, partageant sa vie entre sa résidence de Lisbonne et les îles espagnoles, il participe à la vie sociale et culturelle des deux pays. Il continue à travailler occasionnellement dans la presse, affirmant toujours son point de vue critique. Il s'engage résolument dans le mouvement alter-mondialiste, participant aux forums sociaux mondiaux. Il est signataire du *Manifeste de Porto Alegre*. Il dénonce souvent la politique du gouvernement israélien vis-à-vis de la Palestine. Il est membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine dont les travaux ont commencé le 4 mars 2009. Enfin, il n'a jamais dissimulé sa défiance face à la construction européenne dont il déplore les dérives libérales.

Il publie en 1995 un de ses romans les plus connus, *Ensaio sobre a cegueira* («Cécité»), adapté au cinéma en 2008 sous la direction de Fernando Meirelles. Une épidémie foudroyante de cécité se déclare. Les premières victimes sont mises en quarantaine par l'armée mais, en l'espace de quelques mois, l'humanité entière est aveugle. Du coup, la société cesse de fonctionner et toute la population va vivre des scènes d'horreur, bacchanales, viols, meurtres. Cette peste détruit les valeurs morales, impose la loi du plus fort, l'injustice et l'oppression. Le sens est clair : sans le regard des autres, sans la solidarité entre humains n'y a pas de vie possible.

En 1998, il remporte le prix Nobel de littérature. Il meurt de leucémie à 87 ans, le 18 juin 2010, dans sa résidence de Lanzarote.

ROBERT WAELES

Soutenir **Le Drapeau Rouge** !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, de graves mesures anti-populaires seront mises en œuvre, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, l'existence d'une presse militante, dénonçant ces politiques et relayant les propositions alternatives, nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ Prendre un abonnement ou un réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ Opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ Offrir un abonnement à un ami ou une connaissance.

Dans les deux premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en «communication»; dans le troisième cas indiquez, toujours en «communication», le nom et l'adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami).

- ☞ Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) un nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !



**N'oubliez pas que
ce n'est que grâce à ses lecteurs
que la presse militante survit !**

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Collette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 av. Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place de Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint Gilles.

Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
02 537 66 81

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 €
Abonnement de grand soutien: 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

Sommaire

L'invitée du mois

Véronique de Keyser:
«Rompre avec le capitalisme est devenu plus complexe qu'à l'époque de Lahaut»
Propos recueillis par Vladimir CALLER, pp. 2 et 3

Dossier Lahaut

La fibre anti-fasciste de Julien Lahaut
Maxime STEINBERG, pp. 4 à 7

Vive la République?
Claude RENARD, p. 8

Elections législatives 2010

Analyse des résultats et perspectives
Déclaration du Comité Central
du PC Wallonie-Bruxelles, p. 9

Luttes

«Facteurs auxiliaires»:
La résistance des postiers
Luc DELVAUX, p. 10

Environnement

Pollution dans le Golfe, silence à Bruxelles
Marie-Anne FLEURY, p. 11

International

Prémices de guerre contre l'Iran
Claudine PÔLET, p. 12

Mémoire

Maxime
José GOTOVITCH, p. 13
Rosine Lewin
Jacques ARON, p. 14
Rosine nous a dédié un dernier sourire
Nicole CAHEN, p. 14
Décès de Pierre Piérart
G. B., p. 15

Exposition

Hommage à Serge Vandercam
et à l'aventure Cobra au BAM (Mons)
José VANDERVEEREN, p. 16

Lectures

«Oser penser à gauche»
Vladimir CALLER, p. 17
Solidarité Flandre-Wallonie,
au-delà de stéréotypes
René GIGNEZ, p. 18

Littérature

Mort d'un grand écrivain communiste:
José de Sousa Saramago
Robert WAELES, p. 19

